

## **CORONAVIRUS ET SON IMPACT SUR LE MARCHÉ FINANCIER ET LES SOCIÉTÉS COTÉES EN BOURSE**

## **CORONAVIRUS AND ITS IMPACT ON THE FINANCIAL MARKET AND LISTED COMPANIES**

**BENNIS Laila**

Enseignante chercheuse

ENCG

Université Ibn Tofail

Laboratoire de recherche en sciences de gestion des organisations, Maroc

lailabennis30@gmail.com

**LAMRANI Karima**

Doctorante

ENCG

Université Ibn Tofail – Maroc

Laboratoire de recherche en sciences de gestion des organisations, Maroc

lamranikarima1995@gmail.com

**Date de soumission** : 18/11/2020

**Date d'acceptation** : 24/03/2021

**Pour citer cet article** :

Bennis. L & Lamrani. K (2021) « Coronavirus et son impact sur le marché financier et les sociétés cotées en bourse », *Revue Internationale des Sciences de Gestion* « Volume 4 : Numéro 2 » pp : 190- 211.

## Résumé

Face aux effets économiques et financiers engendré par le Coronavirus, il semble essentiel d'étudier son impact sur le marché financier et les sociétés cotées. L'ultime objectif est d'étudier les retombées du Covid-19 sur le marché financier et les sociétés cotées en bourse. Ainsi que de proposer des terrains de réflexions sur l'avenir du Maroc face à cette crise et permettre une vision assez clair du phénomène.

Les Bourses mondiales ont traversé un parcours très significatif en période de crise sanitaire en général, et la Place casablancaise en particulier.

Le marché financier a été impacté par la pandémie du Covid-19 et les sociétés marocaines cotées en bourse ont enregistré d'importantes statistiques et résultats.

Face à cela, l'Etat marocain et les institutions financières ont mis en pratique des mesures pour atténuer les effets du Coronavirus. Les résultats obtenus laissent apparaître l'obligation du Maroc à renforcer ses efforts et établir un plan d'urgence pour assurer le passage à une économie durable.

Malgré tout ces effets et obstacles, le système économique marocain a pu résister face à ce choc économique.

**Mots clés :** COVID-19 ; Marché financier ; Bourses Mondiales ; Sociétés marocaines cotées ; Bourse de Casablanca.

## Abstract

In view of the economic and financial effects generated by the Coronavirus, it seems essential to study its impact on the financial market and listed companies. The ultimate objective is to study the repercussions of the Covid-19 on the financial market and the listed companies. As well as to propose grounds of reflexion on the future of Morocco facing this crisis and to allow a rather clear vision of the phenomenon.

The world stock exchanges have gone through a very significant course during the health crisis in general, and the Casablanca Stock Exchange in particular.

The financial market has been impacted by the Covid-19 pandemic and the Moroccan companies listed on the stock exchange have recorded important statistics and results.

Faced with this, the Moroccan State and financial institutions have put into practice measures to mitigate the effects of the Coronavirus. The results obtained show the obligation of Morocco to strengthen its efforts and establish an emergency plan to ensure the transition to a sustainable economy.

Despite all these effects and obstacles, the Moroccan economic system has been able to withstand this economic shock.

**Keywords:** COVID-19; Financial Market; Global Stock Exchanges; Moroccan listed companies; Casablanca Stock Exchange.

## Introduction

La crise du COVID-19 est la crise globale de notre époque et le plus grand défi auquel nous avons été confrontés depuis la Seconde Guerre Mondiale. Mais la pandémie est bien plus qu'une crise sanitaire, c'est aussi une crise sans précédent mettant sous pression chacun des pays qu'elle touche. L'Etat marocain - à l'instar de plusieurs autres pays- a mobilisé l'ensemble de son appareil pour faire face à la pandémie du coronavirus et lui apporter une réponse efficace et transversale pour protéger les citoyens.

Le Maroc a pris l'exemple des pays affectés par le Coronavirus en premier et a décidé d'imposer le confinement au début de la pandémie. Cette décision montre que le Maroc a pris ces précautions bien avant la propagation du virus, et c'est la raison pour laquelle il a été classé au 4ème rang par la Direction des études et prévisions financières (DEPF) en ce qui concerne les ressources mobilisées en pourcentage du PIB au niveau mondial, après la Suède, le Chili et la Nouvelle-Zélande.

L'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (L'AMMC) a pris la décision de diminuer les seuils de variation des instruments financiers enregistrés à la Place Casablancaise, après avoir constaté que les indices boursiers ont connu une chute dont notamment l'indice MASI qui a baissé de 21.6 % entre le 28 février et le 20 mars 2020.

Dans la continuité des mesures prises par le Maroc dans le cadre de la lutte contre la propagation du Coronavirus, le Roi Mohammed VI a donné ses instructions pour la création d'un Fonds spécial intitulé "Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Covid-19 destiné au financement de la pandémie. Ce dernier a été alimenté par les dons des sociétés cotées et par le budget général de l'Etat. Le but est de fournir tous les besoins des secteurs et surtout le secteur de la santé en période de pandémie.

Au-delà de la crise sanitaire, le Coronavirus a déclenché une crise économique qui a eu des effets drastiques sur le monde de la finance. De plus, il est indéniable que l'Etat marocain a participé à la réduction de l'impact de cette crise sur le marché financier. Les institutions financières ont également fait le nécessaire.

Dans cet article, nous allons essayer de répondre à la problématique suivante : quel avenir pour les entreprises marocaines cotées en bourse face au COVID-19 ? Et quelle est la situation du système financier marocain en période de crise ?

Pour répondre à ces questions et pour des raisons méthodologiques, nous allons présenter cet article en trois axes. Dans le premier axe, on va traiter les bourses mondiales, étapes et conséquences, le deuxième axe concernera l'impact de la pandémie sur le marché financier et les sociétés cotées en bourse ainsi que les mesures prises par les institutions financières et le dernier axe va porter sur la survie des sociétés face au COVID-19.

### 1. Bourses mondiales : étapes et conséquences de la crise sanitaire

La chute des bourses mondiales est démesurée. Le début de la pandémie a fait perdre plus de 11% pour les Bourses de Paris, de Londres, d'Espagne, de Francfort, de Casablanca et autres.

Les opérateurs financiers sont au bout de leurs prévisions et les Bourses sont submergées par les baisses interminables ; - 7.9 % à la bourse de Francfort, -7 % à la bourse de Londres, -8.3 % à la bourse de Paris.

### **1.1 Étapes significatives parcourues par les Bourses mondiales**

Les analystes des marchés financiers prévoient une chute des cours de Bourses dans le futur. Mais ce qui n'était pas attendu, c'est l'apparition d'un virus qui était l'élément activateur de la crise boursière.

Et qui dit arrêt de consommation, arrêt de tourisme, arrêt d'échanges internationaux dit automatiquement arrêt des cours de Bourse ; chose qui a entraîné des krachs boursiers successifs.

Le 19 février 2020 est une date qui a enregistré des exploits juste avant la crise où les indices boursiers étaient dans leurs plus grands niveaux comme le CAC 40, le S&P... . Mais c'est à partir du 28 février que l'horrible semaine commence avec la propagation du virus en Chine puis dans le reste du monde. Ainsi, la Réserve fédérale des États-Unis a baissé ses taux en urgence le 3 mars 2020.

Le 9 mars 2020 est le jour du premier krach pétrolier suivi du second krach le 12 mars, où les cours s'effondrent après la baisse des taux. Les indices connaissent des chutes exécrables à partir du 16 mars 2020, avec 12.93 % pour Dow Jones, 12.32 % pour Nasdaq et 11.98 % pour S&P 500.

C'est au 20 avril 2020 qu'a été enregistrée la plus forte baisse des cours du pétrole de 300% en une séance. Les contrats de livraison ont expiré et le stockage est saturé.

Cependant, avec le déconfinement en Amérique, les bourses ont connues un rebondissement à partir du 30 avril 2020, où le S&P 500<sup>1</sup> regagne près de 13 % et les actions américaines près de 30 % . Les indices boursiers au États-Unis et en Europe connaissent une évolution progressive.

Avec l'espoir d'un vaccin contre le virus à partir du 18 mai 2020, et le déconfinement des autres économies mondiales au 3 juin 2020, les investisseurs ont une perception positive pour l'avenir.

---

<sup>1</sup> Le S&P 500 est un indice boursier basé sur 500 grandes sociétés cotées sur les bourses aux États-Unis

Mais malgré les efforts déployés par les gouvernements, certains observateurs et analystes du marché restent méfiants, et craignent une seconde vague du virus d'où les décisions des responsables de re-confiner quelques villes.

Or, cette pandémie a joué en faveur de certains secteurs comme le secteur numérique qui a profité de la crise et qui a enregistré des résultats supérieurs que ceux d'avant crise comme le GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft)

## 1.2 Les secteurs les plus touchés par le Coronavirus

L'économie marocaine est sans doute impactée négativement malgré les mesures préventives prises par le gouvernement depuis le premier mois de la crise. Suivant la situation actuelle du pays et en se basant sur les informations disponibles pour le moment certains secteurs ont été impactés gravement par le virus COVID-19, d'où le secteur de tourisme en premier lieu avec la fermeture de 94 % des établissements hôteliers touristiques, suivi de l'industrie du textile et du cuir avec 76 % des entreprises qui ont été fermés et une baisse de 74 % des exportations.

Le secteur automobile a également enregistré une forte baisse de 90 % des exportations. Tandis que le secteur de l'aéronautique a chuté de 76 %. Et avec l'arrêt des entreprises opérant dans l'industrie mécanique, métallurgique et électrique, ces derniers ont subi également des pertes et 56 % des entreprises opérant dans le secteur des Bâtiments et Travaux Public ont connu des baisses de ventes avec l'arrêt de l'activité et également avec le manque du ciment.

**Tableau n°1 : Impact de Covid-19 sur la plupart des secteurs**

Secteur	Impact de Covid-19
<b>Culture et médias</b>	Arrêt des productions Chômage Défis en terme de protection sociale, sécurité et santé
<b>Transport routier</b>	Fermeture des passages frontaliers Impact sur la chaîne d'approvisionnement
<b>Tourisme</b>	Chômage Dégradation de la croissance Sociétés touristiques en faillite
<b>Aviation</b>	Annulation de vols Blocage des voyages internationaux
<b>Industrie automobile</b>	Fermeture d'usine Effondrement de la demande Interruption de la chaîne

	d'approvisionnement
<b>Textile, habillement, cuir et chaussures</b>	Fermeture d'usine Annulation des commandes Perte d'emploi Matière première non disponible
<b>Santé</b>	Surcharge des systèmes de santé Difficulté de recrutement Difficulté dans le maintien des postes Equipement de protection et de sécurité des employés Formation du personnel
<b>Education</b>	Fermeture des écoles Manque de compétences et d'équipement pour assurer les cours à distance Difficulté d'accès aux équipements de protection individuelle des étudiants
<b>Agriculture</b>	Conditions de travail des agriculteurs Hausse des prix Insécurité alimentaire Une année agricole médiocre
<b>Navigation maritime et pêche</b>	Interdiction de quelques marins d'accéder au port Répercussions sur la sécurité des marins à rejoindre leurs navires et retrouver leurs foyers normalement

Source : Organisation internationale du travail

### 1.3 Bourse de Casablanca: statistiques et résultats des sociétés cotées

Les marchés financiers jouent un rôle très important pendant les périodes de crise vu qu'ils interprètent l'assurance des investisseurs, des entreprises cotées et des épargnants.

Les sociétés cotées en bourse de Casablanca sont dans l'obligation de publier tous les trois mois leurs résultats d'activité d'où on peut dégager l'impact des mesures prises dans le cadre de la lutte contre le Coronavirus sur l'économie marocaine.

L'efficacité commerciale des sociétés cotées en bourse est en risque, vu que leurs chiffres d'affaires a inscrit une baisse de -5.1 %, soit 114 milliards de dirhams face à 2019.

Le produit net bancaire des sociétés financières a évolué de 6 % au premier semestre. En revanche, les revenus des sociétés industrielles ont chuté de 10.4 %.

Quant au secteur des matériaux de construction, les ventes ont reculé de -24.8 % selon la BMCE Capital Research (BKR) ; à cause de l'arrêt des chantiers pendant le confinement.

Le repli des revenus dans la distribution automobile a été affreux pour le secteur avec -31% au premier semestre 2020 et -42.3 % au deuxième trimestre. Cependant, les sociétés

immobilières souffrent toujours avec une baisse du chiffre d'affaires de -57.7%, soit 1.56 milliards de dirhams.

Selon l'analyse de BKR, le secteur qui a mieux agité sur le chiffre d'affaires global des sociétés cotées en bourse est le secteur bancaire avec 29.4 % de revenus, approuvant par cela sa résistance face à la crise.

La période de confinement qui a duré du 20 mars au 20 juin a été lamentable pour les entreprises, elle a engendré une dégradation des revenus des sociétés cotées en bourse de -10.3 % en deuxième trimestre 2020 par rapport à celui de 2019 selon les analystes de BKR. Cette baisse aurait pu être beaucoup plus affreuse sans l'orientation des institutions bancaires qui a évolué avec +12.6 % en deuxième trimestre.

Quant aux investissements, le budget global destiné à la place casablancaise se dégrade de -4.2 % soit 6.1 milliards de dirhams par rapport à 2019. Cela est dû principalement au ralentissement des investissements de Maroc Télécom de 1.18 milliards de dirhams.

Cette baisse a été camouflée par la participation de TAQA MOROCCO à l'enveloppe d'investissement avec 23 milliards de dirhams. Désormais, le premier producteur d'électricité au Maroc devient le premier coopérateur en termes de CAPEX.

En guise de conclusion, on constate que les bourses mondiales ont subi de lourdes conséquences en période de pandémie, chose qui a impacté automatiquement le marché financier et la plupart des secteurs. Dans la continuité de notre travail, on s'intéressera principalement à l'impact de Covid-19 sur le marché financier marocain et les sociétés marocaines cotées en bourse.

## **2. L'impact de la pandémie sur le marché financier et les mesures prises par les institutions financières**

Le Maroc a été touché par l'épidémie de coronavirus au niveau du plan sanitaire, mais également au niveau de la situation financière du pays.

Le Maroc comme les autres pays du monde a mis en application un état d'urgence sanitaire et un confinement dans l'optique de pouvoir lutter contre cette pandémie. Mais ces dispositions ont entraîné un ralentissement de l'économie marocaine.

La Bourse de Casablanca a enregistré une baisse de l'indice MASI (Moroccan All Shares Index) de 11 % par rapport à 2019, et un recul de 58 Milliards de Dirhams de sa capitalisation. Par contre les opérations boursières ont évolué de 147 % par rapport à 2019 et les ordres boursiers

ont augmenté à leur tour de 28 %. Ceci est dû aux investisseurs qui n'ont pas eu de réactions choquantes comme le cas de la plupart des investisseurs des autres pays étrangers.

S'ajoutant à ses résultats plus au moins positifs, le gouvernement marocain a mis en place un plan de relance pour les secteurs les plus perturbés par cette pandémie. Et des mesures post-COVID ont été élaborées pour s'appliquer au niveau de l'économie marocaine.

- Réductions du taux d'imposition des entreprises
- Programme d'investissement public
- Création de banque spécialisée dans le financement des entreprises
- Maintien des aides sociales et création des aides à l'embauche
- La mise en pratique d'un impôt sur la fortune et sur l'héritage

Cependant, les TPE qui représentent une partie importante des entreprises du Maroc sont en crise, et les dispositifs proposés par le gouvernement marocain reste toujours insuffisantes.

Le 3 juin 2020, l'Autorité Européenne des Marchés Financiers a noté positivement la place boursière marocaine ce qui veut dire que le Maroc fait partie des marchés des pays tiers à l'Union Européenne chose qui facilitera la passation des opérations pour les entreprises européennes dans la bourse de Casablanca.

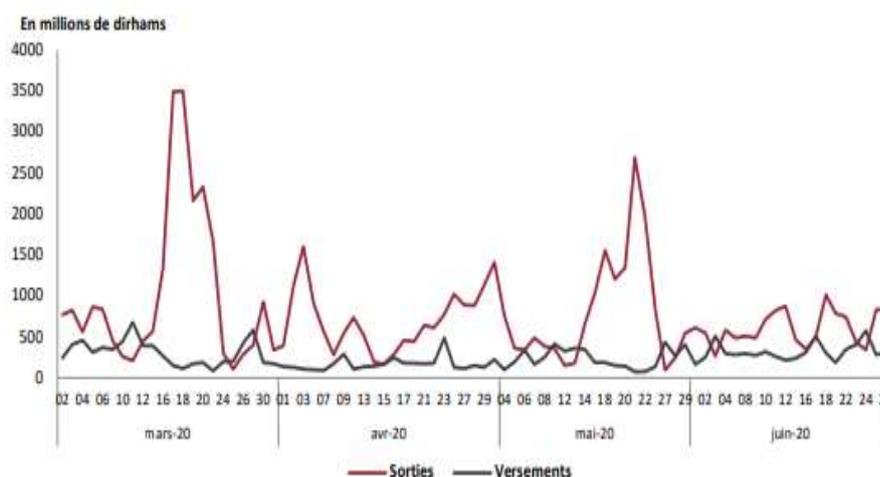
Toutefois, certains secteurs ont été touchés durement et devront bénéficier d'un plan global de relance économique. Des réunions hebdomadaires se tiennent depuis le commencement de cette crise jusqu'aujourd'hui entre les responsables du fonctionnement de l'économie marocaine et les ministères concernés. Durant ces réunions, les analystes détaillent les déséquilibres financiers et les risques détectés affectant la stabilité financière, pour essayer de réduire au maximum l'impact de cette dernière sur l'économie marocaine et principalement sur l'équilibre financier du royaume.

La période du confinement était un obstacle pour les établissements financiers à savoir les banques, les caisses de retraite... Dans la continuité de leur activité. Et par rapport à cela, les autorités ont soutenu ces derniers dans le cadre d'un Plan de Continuité d'Activité appelé PCA que ce soit au niveau du secteur bancaire ou au niveau du secteur boursier. Ce plan consiste à énumérer toutes les mesures destinées à assurer le maintien des activités de l'entreprise en fonction des différents scénarios de crise, tout en veillant à la préservation de la sécurité et de la santé des employés.

## 2.1 Le secteur bancaire

Le premier risque observé au déclenchement de cette crise était le risque de liquidité. Avant la période de confinement, les banques ont subi un bousculement des opérations de retrait, ce qui a entraîné une surcharge sur le secteur bancaire. De plus, les aides sociales distribuées aux ménages dans le cadre des mesures de politiques monétaire et prudentielles prises par Bank Al Maghrib (BAM) ont causé un grand volume de sortie de monnaie fiduciaire.

**Figure n°1 : Évolution quotidienne des sorties et versements de la monnaie fiduciaire auprès de la BAM**



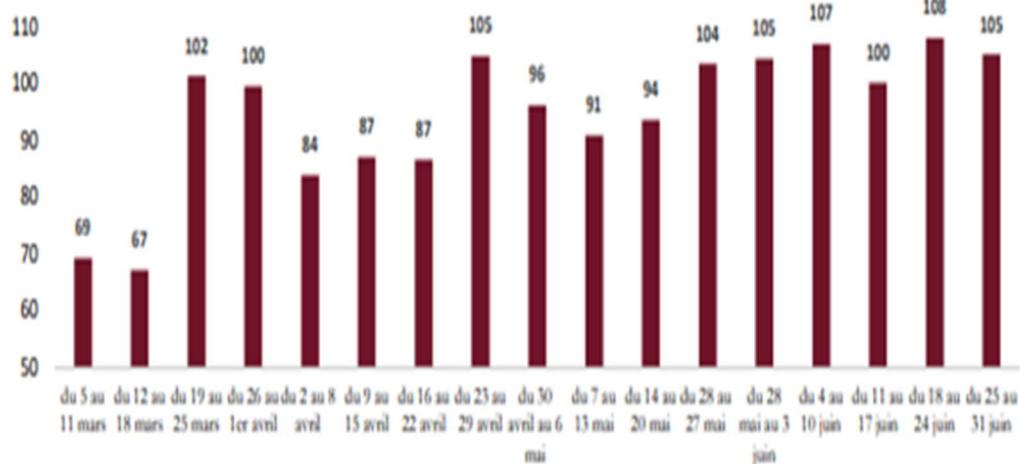
**Source : Bank Al Maghrib**

Bank Al-Maghrib a appliqué un ensemble de mesures permettant aux banques d'avoir un maximum d'approvisionnement pour qu'elles puissent alimenter leurs guichets automatiques en continue et répondre aux besoins des citoyens, ainsi que de garantir les retraits des aides sociales. De plus, Bank Al-Maghrib a pu répondre aux besoins de refinancement à travers une multitude d'actions comme :

- Réduction du taux directeur passant de 2.25 % à 2 % en mars 2020 et allant jusqu'à 1.5 % en juin dernier ;
- Le débloqué complet des réserves obligatoires bancaires ;
- Adaptation du programme de refinancement aux besoins des Très Petites Entreprises et Petites et Moyennes Entreprises ;
- Réalisation des opérations de Swaps de change des devises contre le dirham.

Toutes ces actions ont amélioré la capacité de refinancement des banques pour arriver à une infiltration de 108.3 milliards de dirhams jusqu'en juin dernier soit une augmentation de 41.1 milliards de dirhams en moins de 3 mois.

**Figure n°2 : Injection de liquidité entre mars et juin 2020 en milliards de dirhams**



**Source : Bank Al Maghrib, rapport de liquidité du 30 juin 2020**

Durant la période de confinement et avec la limitation des déplacements, la demande des crédits immobiliers et des crédits de consommation a chuté dans le secteur bancaire.

Cependant, le niveau des impayés n'a touché que les crédits des PME (petites et moyennes entreprises) et des TPE (très petites entreprises). On peut dire que les banques ont pu résister au risque de crédit.

Pour faire face à ce risque, Bank Al-Maghrib a mis en place plusieurs mesures dans le cadre du respect de la liste du Comité de veille Économique (CVE), à savoir :

- Faciliter l'accès au crédit pour les entreprises et les ménages également ;
- Le report d'échéance en faveur des entreprises et des ménages en ce qui concerne les crédits de consommation, de logement et autres ; ce qui a résulté environ 491 500 demandes de report dont la plupart concerne les ménages.
- L'instauration d'un mécanisme assurant le financement des sociétés qui ont besoin de fonds de roulement à travers le projet « DAMANE OXYGENE », dont plus de 45 milles entreprises dans divers secteurs y ont bénéficiés avec environ 17 milliards de dirhams jusqu'au fin juin 2020 ;
- L'instauration de d'autres mécanismes assurant le financement des entreprises comme le produit « RELANCE TPE » et « DAMANE RELANCE » ;

- L'octroi des crédits à 0% en faveur des entrepreneurs à condition de ne pas dépasser 15.000 dirhams ;

## 2.2 Marché des capitaux

Le marché boursier a été fortement touché par la crise COVID-19. Les cours de devises ont chuté et les investisseurs ont abandonné le marché.

Les indices boursiers ont chuté juste après la qualification de l'Organisation Mondiale de la Santé du COVID-19 comme étant une pandémie. Les bourses mondiales ont enregistré successivement des baisses historiques allant de -14 % jusqu'à -32 %. Les places les plus développées comme les moins développés ont subi cette crise.

**Tableau n°2 : Évolution des indices boursiers entre le mois de février et mars 2020**

Pays	Place	Indice boursier	21/02/2020	20/03/2020	variation
France	PARIS	CAC 40	6029.72	4048.80	-32.85%
Etats-Unis	NASDAQ	Nasdaq Composite	9576.59	6879.52	-28.16%
Royaume-Uni	LONDRES	FTSE 100	7403.92	5190.78	-29.89%
Allemagne	FRANCFORT	DAX	13566.81	8928.95	-34.19%
Espagne	MADRID	IBEX 35	9886.2	6443.3	-34.83%
Japon	TOKYO	NIKKEI 225	23386.74	16552.83	-29.22%
Turquie	ISTANBUL	BIST 100	116829.39	85795.79	-26.56%
Afrique du Sud	JOHANNESBURG	FTSE/JSE All Share	57336.21	40272.00	-29.76%
Tunisie	TUNIS	Tunindex	7168.03	6138.82	-14.36%
Egypte	EGYPTE	EGX30	13688.05	9205.58	-32.75%
Emirats Arabes Unis	ABU DHABI	ADX General	5041.86	3685.56	-26.90%

Source : Bank Al Maghrib

La Place Casablancaise a connu elle aussi une baisse remarquable pendant la période de confinement après avoir enregistré un ratio cours sur les bénéfices ; appelé également PER<sup>2</sup> ; de 24.3x en mois de janvier et février de cette année.

L'indice MASI a reculé de 28.14% pendant la période de confinement, pour se ressaisir et passé de -26.15% en mars 2020 à -16.9% en fin juin 2020.

**Figure n°3 : Variations des indices boursiers Masi et Madex pendant les six mois 2020**



**Source : CDG Capital Bourse**

Les indices sectoriels ont enregistré également des baisses, principalement le secteur bancaire, le secteur de télécommunication et celui des bâtiments et construction avec respectivement - 26.3 %, -10.22 % et -22.36 % durant les six mois premiers de l'année 2020.

La Bourse de Casablanca a mis en place deux mesures afin de maîtriser l'instabilité des cours de change à savoir :

- Délimiter les seuils de variation des cours à partir du 17 mars 2020. Les cours des actions les plus liquides ont passé de 10 % à 4 % et les cours des autres actions de 6 % à 2 %.
- Réorganiser les horaires de traitement des opérations en prenant en compte les négociations avec les acteurs du marché.

L'Autorité marocaine du marché des capitaux a réalisé son objectif qui était le maintien de l'information en continu sur le marché. L'AMMC a incité le recours à sa plateforme électronique pour être au courant de toutes les nouveautés.

<sup>2</sup> Le price-earnings ratio désigne un indicateur utilisé en analyse boursière ; il est également appelé « ratio cours sur bénéfices »

Le 1er juin 2020, la loi n°27-20 a été publiée dans le bulletin officiel engageant les sociétés anonymes à faire des réunions via toutes les moyennes visioconférences pendant toute la durée d'état d'urgence sanitaire.

En ce qui concerne les Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), ils ont pu résister face aux effets du Coronavirus. Sachant que le taux d'actifs net n'a baissé que de 0.79 % entre le mois de février et le mois de mai 2020, pour arriver à 471 milliards de dirhams.

Les positions des différents types d'OPCVM étaient en général satisfaisantes. Les obligations à moyen et long terme (OMLT)<sup>3</sup>, ont collecté 6.76 milliards de dirhams durant les cinq premiers mois de cette année, suivi par les OPCVM monétaires avec 4.88 milliards de dirhams puis les OPCVM diversifiés avec 1.57 milliards de dirhams.

Dans le cadre du renforcement de la capacité des sociétés de gestion à traité les demandes dans cette période de crise, ces derniers ont mis en pratique le premier « stress test » proposé par l'AMMC, qui a laissé apparaître un risque de crédit et de liquidité maîtrisé et une capacité considérable à traité les demandes.

À partir de ces résultats du test établi par les sociétés de gestion, il est à noter que les OPCVM ont la capacité de 82% à liquidé 50% de leurs actifs en moins de 10 jours.

Dans le cadre de la relance économique, le marché des capitaux peut participer via des plans d'accélération pour le financement des entreprises, ainsi que l'application des solutions proposées par les mécanismes de financement. Donc le marché des capitaux peut servir de source de financement pour les entreprises publiques et privées.

### 2.3 Impact du COVID-19 sur les sociétés marocaines cotées

La propagation du virus COVID-19 a laissé ces traces sur la plupart des sociétés cotées en bourses où certaines ont été impactées négativement et d'autres positivement à savoir :

**Marsa Maroc** est une entreprise marocaine spécialisée dans l'exploitation de terminaux et quais portuaires, qui a connu une hausse de son chiffre d'affaires de 6 %, soit 772MDH avec une croissance de 2 % du trafic manutentionné en période de pandémie.

**HPS** est une multinationale marocaine, leader dans l'édition des solutions de paiement électronique pour les institutions financières, processeurs, switches nationaux et régionaux dans le monde entier,

---

<sup>3</sup> OMLT obligations à moyen et long terme, investis majoritairement en obligations et produits de taux, se caractérisent par la sécurité qu'ils offrent, tout en assurant une bonne valorisation du capital à moyen et long terme.

qui a enregistré à son tour une hausse de 16.9 % de son Chiffre d’Affaire avec 153MDH, une hausse des revenus business unit: HPS Solutions (+15,2 %) et HPS Processing (+55,9 %). La société HPS a eu un impact que sur l'activité services de la société, vu que toutes les autres activités se font via le travail à distance.

**Carrefour market Label'vie** est une enseigne marocaine de grande distribution appartenant au groupe Carrefour, qui a enregistré un taux de croissance remarquable jamais enregistré avec (+26 %) pour les supermarchés, (+28 %) pour les hypermarchés et (+33 %) pour les Atacadao. Cependant, les chantiers des nouveaux magasins ont connu un arrêt provisoire.

**Ciments Du Maroc** est une entreprise marocaine de matériaux de construction qui a connu une baisse des ventes de 9.8 % du Chiffre d’Affaire soit 869MDH.

**Taqa Morocco** filiale du Groupe **TAQA**, est le premier producteur privé d'électricité au Maroc a enregistré une baisse des prix d'achat du charbon au niveau international, qui a entraîné une baisse du chiffre d'affaires de 20.7 % soit 1883 MDH et une hausse de la dette à 13 % suivi d’une baisse de l'EBITDA (Earnings before interest, taxes, depreciation, and amortization) de 26% ainsi qu’une baisse du RNPG (le résultat net part du groupe) de 42.6 %.

**CIH Bank** est une banque marocaine, filiale du groupe CDG, opérant particulièrement dans le secteur immobilier a enregistré une augmentation des dépôts à 45.6 MrdDH, ainsi qu’une croissance des encours de crédits à 54.8 MrdDH et une évolution du PNB de 13 % soit 666 MDH.

Nous pouvons conclure que le marché financier marocain résiste toujours face à cette crise. Certaines entreprises ont été impactées négativement et d’autres positivement. Un plan de relance a été mis en place par le gouvernement marocain pour soutenir les entreprises et les secteurs les plus perturbés. Et le marché de capitaux a participé également à ce plan de relance économique à travers des plans de financement. Bank Al Maghrib à son tour a répondu aux besoins de refinancement du secteur bancaire.

### 3. La survie des sociétés cotées face au covid-19

Les sociétés marocaines traversent une période assez difficile et plutôt décisive pour leur avenir. Et elles devront sursauter cette étape avec le minimum de dégâts possibles.

Dans cette dernière partie, nous allons présenter une revue de littérature sur les décisions d’investissement et d’épargne que doivent prendre les sociétés en compte et sur les moyens facilitant la reconstruction de l’activité normale de l’entreprise.

### 3.1 Les conséquences du Fond Covid sur les sociétés marocaines

Le premier pas qu'a fait le Maroc pour sortir de la crise, c'est l'instauration du comité de veille économique (CVE) au niveau du ministère de l'Economie, des finances et de la réforme administrative ; qui a pour mission le suivi de l'évolution de la situation économique et l'identification des mesures appropriées en termes de soutien aux secteurs impactés. Le CVE a mis en place un fonds national COVID19 d'un montant de 32 MDH dont 23 MDH issue des établissements publics, entreprises privées et des particuliers. Ce fonds a été utilisé surtout pour les besoins en produits pharmaceutiques et équipements des hôpitaux pour renforcer le système de santé à l'ère de cette crise sanitaire et économique. Les sociétés cotées en bourse ont affiché des résultats en baisse d'environ 54 %. De nombreux facteurs ont causé ses baisses, mais l'une des principales raisons est les dons accordés par ces derniers au Fonds COVID-19.

Dans son document « Earnings S1 2020 », le bureau d'analyse et de recherche panafricain de BMCE Capital analyse que les réalisations financières des sociétés cotées en bourse ont été impactées au plus mal par la crise sanitaire.

En raison des mesures sanitaires prises par les autorités, et les arrêts d'activité de plusieurs sociétés cotées en bourse, le total de leurs revenus a reculé de -5 % pour atteindre 113.2 milliards de dirhams. Ce recul se partage entre type et secteur d'entreprise ; à savoir les entreprises industrielles qui ont enregistré une baisse de -10.1% allant jusqu'à 70.2 milliards de dirhams, les entreprises d'assurance et de courtage avec une légère baisse de -1%, les sociétés financières avec une augmentation de 6.3% de leur PNB pour arriver à 34.3 milliards de dirhams.

**Tableau n°3 : Principales contributions au fond de gestion de COVID-19**

Institution / Société / Personnes Physiques	Montant (en MDH)
Union Européenne	4500*
ANRT (amende Maroc Telecom)	3300
OCP	3000
Al Mada	2000
Association des Régions du Maroc	1500
Fonds Hassan II	1000
CDG	1000
ANCFCC	1000
Bank Of Africa	1000
Afriquia	1000
BCP	1000

MAMDA-MCMA	500
CGEM	500
Marsa Maroc	300
Tanger Med	300
Moulay Hafid Elalamy	200
Anas Sefrioui	200
Crédit Agricole	200
ONDA	200
Barid Al-Maghrib	153
CIH Bank	150
Société Générale Maroc	110
MDJS	100
Winxo	100
Petrom	100
ONCF	100
Cosumar	100
BMCI	85
LabelVie Groupe	50
SBM	30
Mutandis	10
Centrale Danone	10
(*) don de 450 MEUR	

Source : CFG date : 28 mars 2020

### 3.2 L'avenir des entreprises marocaines face à COVID-19

Face à cette crise mondiale, plusieurs interrogations se posent. Notre but est d'essayer de répondre aux interrogations les plus essentielles pour le lecteur à partir des réponses fournies par des sources fiables.

#### Comment les entreprises marocaines peuvent éviter la faillite ?

Le gouvernement a mis en place un plan de sauvetage pour les entreprises afin de les soutenir en période de crise. Mais malheureusement, pour la plupart d'entre elles, le danger persiste toujours, surtout pour les TPE et les TPME. Ceci est dû principalement au niveau de dettes.

Le gouvernement peut agir à court terme pour délimiter le risque de faillite des entreprises à partir de plusieurs décisions comme le prolongement des aides en liquidité, la modification des textes de droit concernant les procédures de faillites, l'encouragement des investisseurs privés à financer les entreprises stables afin d'assurer le retour en activité.

De nombreux mécanismes de garantie ont été proposés aux entreprises à savoir l'offre « Relance TPE » et « Damane Relance » avec 22,4 milliards de dirhams de crédits garantis accordés pour la relance des entreprises, l'offre « Damane oxygène » avec +7 MMDHS de

crédits garantis pour lutter contre l'impact de la crise liée à la pandémie COVID-19, et l'offre « Garantie Auto-Entrepreneurs COVID-19 » lancée par le comité de veille économique CVE (Caisse Centrale de Garantie).

Il ne faut pas oublier que les sociétés du secteur informel ont été gravement touchées par les effets de la pandémie. À souligner que la majorité de la population marocaine travaille dans l'informel. Malgré les progrès, ce secteur reste pauvre en matière d'instruments classiques de financement.

#### Peut-on parler actuellement de crise bancaire au Maroc ?

Dans son rapport sur la stabilité financière, **Bank Al-Maghrib** a annoncé en juillet 2020 que le Maroc a réussi à maîtriser les effets de la crise sur le secteur bancaire et financier.

Malgré la pression qu'a eue le secteur bancaire en matière de liquidité et fonds propres, les banques ont pu fournir tous les besoins de trésorerie durant la période passée de crise. Bank Al-Maghrib a mis en pratique des mesures permettant aux banques d'accéder à la liquidité afin de les encourager à participer au financement de l'économie.

#### Quelles sont les priorités pour le Maroc en matière de politique macro-économique ?

Le Maroc a connu un ralentissement des taux de croissance pendant les dernières années. Malgré son poids démographique et ses investissements publics favorables, sa production est devenue insuffisante pour couvrir son économie.

Donc le Maroc se trouve dans l'obligation de renforcer sa productivité en urgence pour soutenir sa croissance, à partir l'application de plusieurs réformes comme le renforcement du capital humain, l'innovation, le développement des marchés financiers et la création de la concurrence.

Les conséquences de la crise du COVID-19 ont été multidimensionnelles pour le Maroc bien au niveau national, qu'au niveau international, à savoir :

- Les échanges extérieurs qui ont été fortement affectés par la crise sanitaire ;
- Les secteurs productifs qui ont connu une baisse de 0,4 % ;
- Les crédits en hausse et inflation au minimum ;
- Les finances publiques ainsi que le marché du travail fortement blésés.

À court terme, la conjoncture macroéconomique pourra faire face au choc de cette pandémie mais sur le moyen et long terme, le Maroc devra établir un plan de stratégie pour s'en sortir vivant de la crise du COVID-19.

#### Quelles possibilités pour remédier aux effets de la crise sur le tourisme au Maroc ?

Le Coronavirus a amené le Maroc à réfléchir sur la grande liaison du secteur aux touristes étrangers. Ce qui oblige le royaume à doubler d'efforts pour remédier à l'impact du virus.

C'est le moment pour le pays d'implanter une stratégie de développement où les principaux acteurs du secteur pourront travailler en collaboration à savoir le ministère du Tourisme, les entreprises touristiques et les collectivités territoriales ; afin de moderniser le secteur et créer des offres adéquates aux citoyens marocains en attendant le retour du tourisme étranger.

Dans son discours du Trône du 29 juillet 2020, Sa Majesté le Roi, que Dieu Le Glorifie, a insisté sur la nécessité d'initier un plan ambitieux de relance économique pour permettre aux secteurs productifs de se remettre daplomb, d'accroître leur capacité à créer des emplois et à préserver les sources de revenu. Dans ce sens, plusieurs mesures ont été prises par le ministère de Tourisme, de l'Artisanat, du Transport Aérien et de l'économie sociale.

- Le contrat programme de soutien et de relance du tourisme couvrant la période 2020-2022, et qui regroupe d'une part l'Etat représenté par le Ministère de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, le ministère du Tourisme, de l'Artisanat, du Transport Aérien et de l'Économie Sociale et le Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle. Et d'autre part, le secteur privé qui est représenté par la Confédération Nationale du Tourisme et le Groupement Professionnel des Banques du Maroc.
- Signature d'un Mémoire d'Entente entre le Ministère du Tourisme, de l'Artisanat, du Transport Aérien et de l'Économie Sociale et CLUB MED actant les projets de développement au Maroc
- La mise en place d'un nouveau label « **Welcome Safely** » qui sera accordé chaque année aux établissements d'hébergement touristique qui souhaitent démontrer leur engagement et leur respect des mesures en matière d'hygiène et de sécurité sanitaire dans un contexte de Covid19.

#### Quelles sont les opportunités de la crise pour le Maroc ?

La crise du COVID-19 a fait apparaître certaines opportunités que le Maroc doit en bénéficier afin de renforcer sa position et son rôle de partenaire industriel fiable avec l'Union-européenne.

Le Maroc doit établir une approche générale reliant à la fois une politique commerciale ouverte, une politique éducative et formative performante, une politique d'affaires claire et une politique industrielle économe afin d'attirer l'attention des investisseurs et transformer la structure de l'économie marocaine.

Chaque crise engendre des opportunités qui peuvent être invisibles de première vue. Pour le Maroc, la future zone de libre-échange africaine constitue une réelle opportunité, vu qu'elle

contient un marché de plus de 1,2 milliards de consommateurs et un volume d'échange monétaire estimé à plus de 3 mille milliards de dollars. Le Maroc peut tirer une leçon de cette crise et se tourner plus vers notre continent.

Le Maroc doit adopter une politique de régionalisation productive dans la zone européenne et africaine. L'Etat doit accompagner les sociétés à investir dans des métiers mondiaux et de travailler en collaboration avec l'Europe et l'Afrique, dans le but de réduire les coûts, garantir la qualité, maîtriser la chaîne logistique et profiter des ressources naturelles.

Nous pouvons ajouter également l'affranchissement progressif de l'importation. Sur le long terme, il serait possible de substituer les produits importés par les produits locaux et ceci afin de soutenir le développement des produits nationaux.

### **3.3 L'épargne et l'investissement en situation de crise financière**

Les comportements des épargnants changent d'une catégorie à l'autre. Il y a ceux qui favorise la précaution et ceux qui pensent que la crise est le temps convenable pour investir.

En prenant compte de l'environnement actuel, les professionnels de la gestion du patrimoine encouragent la décision d'investir avec précaution. Simplement avec la préservation de l'épargne dans un compte bancaire afin de protéger son capital, ou encore profiter des produits proposés par les banques, les caisses de retraite et les assurances.

Le recours à ces organismes est tout simplement conseiller par les spécialistes de l'épargne, car ils garantissent la protection la sécurité de l'épargne en cas de crise.

Le Maroc rassemble de nombreux acteurs de gestion d'épargne, dont notamment les OPCVM ; c'est-à-dire les organismes de placement collectifs en valeurs mobilières qui gèrent mieux les risques. Ces organismes ont pu résister à la crise avec un fonds de 500 milliards de dirhams à la fin du mois de juin 2020.

Contrairement aux épargnes qui favorisent la précaution, d'autre pensent que l'épargne leur fait perdre de l'argent. Pour eux, le risque d'investissement peut être plus rentable et rémunérateur.

Les gens doivent profiter du ralentissement de l'économie, et des différentes politiques mises en place comme la baisse du taux directeur de la BAM pour arriver à 1.5 %, et la baisse du taux d'intérêts chose qui facilitera l'accès aux crédits.

Les investisseurs peuvent également bénéficier de la hausse de la demande des biens de consommation durant la période de crise pour investir dans des projets rentables et s'enrichir.

En conclusion de cette partie, nous retenons que le Maroc a pu résister face aux effets du Coronavirus sur le secteur bancaire et financier.

Néanmoins, il se trouve dans l'obligation de renforcer ses efforts en matière de productivité et investissement, et profiter des opportunités de la crise sanitaire pour améliorer sa croissance et s'en sortir plus fort.

### **Implications managériales :**

- Revisiter la situation financière après le Covid-19 et se comporter d'une manière intelligente.
- La crise amène à préparer une stratégie permettant d'être toujours à l'abri de n'importe quel dysfonctionnement.
- Le Covid-19 est une opportunité de transformation et un accélérateur de changement.
- Les sociétés cotées doivent faire des retours d'expérience pour dégager les obstacles rencontrés pendant cette période de crise, et tirer des décisions pour les mettre en pratique et gérer leurs risques.

### **Conclusion**

Si la santé et l'hygiène des personnes relèvent de sa propre responsabilité, faire face à des phénomènes comme la pandémie de la COVID 19 relève essentiellement des efforts de l'Etat. Tel est le cas du Maroc qui n'a pas préservé ses efforts pour sortir de cette crise.

Le Maroc a mobilisé tous les acteurs économiques pour veiller à la stabilité du pays dans ses différents secteurs par plusieurs mesures structurelles mises en place, dans un but de diminuer l'effet négatif de la pandémie de COVID19 et de promouvoir la situation économique globale. Toutes ces perspectives restent entourées d'un niveau exceptionnellement élevé d'incertitude liée à l'évolution de la pandémie dans les mois qui suivent, elles devaient être régulièrement actualisées selon les retombées de la crise et au rythme de la reprise des différentes activités.

La politique monétaire marocaine n'a subi aucun changement remarquable en 2019 à part la baisse du taux de réserve obligatoire de 2 % et l'accord sur certaines mesures relatives aux programmes d'encouragement à l'entrepreneuriat.

Néanmoins, le Coronavirus a frappé fort toutes les économies du monde. Certains Etats ont subi fortement l'impact de la pandémie et d'autres ont résisté dans certains secteurs. Et le Maroc est un parmi ces derniers. Ceci est dû non pas aux infrastructures des secteurs du pays, mais plutôt aux décisions prises par les autorités à un stade avancé de la propagation du virus.

Cependant, le marché de capitaux a connu une instabilité des prix des actifs financiers, chose qui a nécessité l'intervention des autorités du marché financier marocain. Mais le Maroc ne doit pas rester serin, il doit établir des plans lui permettant de reconstituer ses réserves de changes pour maintenir la fluctuation des dirhams face aux devises étrangères, et éviter par cela un déficit budgétaire dans les années à venir, ainsi que la dette au niveau international vu que le Maroc avait émis un emprunt en 2019 d'un milliard d'euros avec un taux de 1.5 % pour une durée de 12 ans.

Bien que certains secteurs aient été impactés, le Maroc comme d'autres pays a pu limiter les dégâts de la pandémie tant du côté sanitaire qu'économique. Dans l'espoir que ça continuera jusqu'à la fin de cette pandémie.

La crise a dévoilé l'instabilité du système économique et financier, et le Maroc sera dans l'obligation de mettre un plan d'urgence pour le passage vers une économie durable une fois la crise est sous contrôle. Ainsi que l'Etat sera dans la nécessité de multiplier ses efforts pour renforcer les études et recherches de scénarios possibles à long terme.

Mais des questions se posent toujours sur les perspectives de l'économie marocaine en 2021. Sera-t-il la fin de la crise économique et sanitaire ? Le Maroc sera-t-il devant un scénario optimiste, pessimiste ou intermédiaire ?

Avec la disponibilité du vaccin et des scénarios de l'OCDE (organisation de coopération et de développement économiques) et la FMI (fonds monétaire international) concernant l'évolution mondiale en 2021, on peut envisager un retour à la normal au niveau international et national vers la fin du premier semestre de 2021.

## BIBLIOGRAPHIE

Amourag, A. (2020). « Impact du COVID-19 sur les marchés financiers marocains. » [en ligne], <https://www.maroc-hebdo.press.ma/covid19-financiers-marocains>.

Blancheton, J. (2020). « Le choc du coronavirus raconté par les Bourses mondiales. » [en ligne], <https://www.latribune.fr/bourse/le-choc-du-coronavirus-raconte-par-les-bourses-mondiales-856775.html>.

Bourse de Casablanca. [en ligne], <http://www.casablanca-bourse.com/bourseweb/index.aspx>.

Centre marocain de conjoncture. (2020). « Le marché financier au Maroc: quelle est sa situation actuelle. » [en ligne], <https://www.cmconjoncture.com/conjoncture/actualites/le-marche-financier-au-maroc-quelle-est-sa-situation-actuelle>.

Complément COVID-19. « Rapport sur la stabilité financière, Supplément 7. » [en ligne], [file:///C:/Users/EFSEN/Downloads/rapport\\_de\\_stabilite\\_financiere\\_ndeg7\\_supplement\\_covid-19\\_vf.pdf](file:///C:/Users/EFSEN/Downloads/rapport_de_stabilite_financiere_ndeg7_supplement_covid-19_vf.pdf).

Delmas, E & Nedelec, G. (2020). « Les Bourses mondiales à l'épreuve du coronavirus. » [en ligne], <http://media.lesechos.fr/infographie/bourses-covid/>.

Entreprendre.f. (2020). « Comment investir en Bourse avec le Coronavirus ? » [en ligne], <https://www.entreprendre.fr/comment-investir-en-bourse-avec-le-coronavirus/>.

Fagnon, F. (2020). « Résultats semestriels: Les sociétés cotées limitent la casse. » édition N°:5858, [en ligne], <https://www.leconomiste.com/article/1068044-resultats-semestriels-les-societes-cotees-limitent-la-casse>.

La revue du marché des capitaux. (2020). « Dossier spécial COVID-19. » [en ligne], [http://www.ammc.ma/sites/default/files/RMC-juin-2020\\_0.pdf](http://www.ammc.ma/sites/default/files/RMC-juin-2020_0.pdf).

Organisation international du travail. « Covid-19 et le monde du travail: Impact sectoriel, réponses et recommandations. » [en ligne], <https://www.ilo.org/global/topics/coronavirus/sectoral/lang--fr/index.htm>.

Organisation mondial de la santé. [en ligne], [https://www.who.int/fr/emergencies/diseases/novelcoronavirus2019?gclid=EA1aIQobChMIzaO2pLHs7AIVibLVCh2AiwnmEAAYASAAEgKrx\\_D\\_BwE](https://www.who.int/fr/emergencies/diseases/novelcoronavirus2019?gclid=EA1aIQobChMIzaO2pLHs7AIVibLVCh2AiwnmEAAYASAAEgKrx_D_BwE).

Rboub, A. (2020). « Les secteurs les plus impactés par le Covid. » Edition N°:5800, [en ligne], <https://www.leconomiste.com/article/1064485-les-secteurs-les-plus-impactes-par-le-covid>.

Seddik, Y. (2020). « COVID-19 : premières réactions des sociétés cotées. » [en ligne], <https://boursenews.ma/article/maroc/covid-19-premieres-reactions-des-societes-cotees>.